
ALLIANCE F - FAÏTIÈRE DES ORGANISATIONS FEMININES
SUISSES

RAPPORT ANNUEL 2019



www.alliancef.com / Herrengasse 24 / 3011 Bern / office@alliancef.ch

EDITORIAL 2019

Rapport des Co-présidentes

Chers membres, Mesdames,

L'année dernière, nous avons souligné avec inquiétude les tendances réactionnaires actuelles. Au niveau national et international, les femmes sont à nouveau de plus en plus souvent mises au pied du mur : Les commentaires misogynes de Bolsonaro et Trump nous ont donné matière à réflexion, mais les débats entrepris chez nous, notamment ceux sur l'égalité salariale au Conseil national et au Conseil des États, ont également suscité quelques froncements de sourcils : en vue de l'échec évident du principe d'engagement volontaire de l'égalité salariale entre femmes et hommes, ce débat a une fois de plus démontré de manière exemplaire le retard du discours politique en matière d'égalité.

Nous avons également suivi avec inquiétude les élections fédérales de 2019 : Si nous ne travaillons pas tous et toutes ensemble et avec véhémence pour accroître le nombre de femmes en politique, la proportion de femmes commencera à diminuer et leur participation à tous les niveaux politiques sera moindre. Au Conseil national, la proportion de femmes stagne depuis un certain temps autour d'un tiers ; au Conseil des États, elle est en baisse continue depuis 2003 et n'était plus que de 15 % début 2018. En 2018, cinq gouvernements cantonaux étaient à nouveau des organes purement masculins. Il était évident que pour l'année électorale 2019, nous voulions à tout prix mettre fin à ce contrecoup et le renverser.

Un an plus tard, nous pouvons le dire : Ensemble, nous avons réussi ! Aujourd'hui, 84 femmes siègent au Conseil national (contre 64 auparavant) ; pour la première fois dans l'histoire, plus de nouvelles femmes ont été élues que de nouveaux hommes, et la proportion de femmes a atteint un niveau record de 42 %. Par rapport aux élections de 2015, cela représente une augmentation de dix pour cents. Douze femmes sont désormais représentées au Conseil des États (contre six auparavant). Avec 42% de femmes au Conseil national, la Suisse est passée du jour au lendemain de la 38e à la 15e place en comparaison internationale, laissant derrière elle des pays comme la Norvège et le Danemark - qui sont par ailleurs loin devant la Suisse en termes d'égalité. Nous sommes plus que fières de ce résultat, surtout au vu des prévisions électorales précoces inquiétantes.

Mais le résultat est encore plus impressionnant que la manière dont il a été obtenu : en 2019, les femmes* de Suisse se seront davantage rapprochées les unes des autres qu'elles ne l'ont fait depuis des années. La "Marche des femmes contre la violence à l'égard des femmes" le 19 janvier à Zurich, la "Equal-Pay-Day" le 22 février, la Journée internationale de la femme le 8 mars, et l'historique Grève des femmes le 14 juin et lors d'innombrables petites manifestations électorales organisées par les sections féminines politiques, les organisations féminines non partisans mais également lors les activités hors et en ligne du projet non partisan "Helvetia appelle !" initié et soutenu par l'alliance F, nous avons fait l'expérience d'une solidarité féminine sans pareille - et que nous voulons emporter avec nous dans les années à venir.

Nous entrons dans la 51e législature avec une force renouvelée, qui sera, espérons-le, couronnée de petits succès en termes de politique d'égalité (notamment en raison de la nouvelle composition du Parlement). En plus du travail parlementaire, alliance F travaille d'arrache-pied sur divers projets, dont nous entendrons certainement parler dans les années à venir.

Meilleures salutations

Les Co-Présidentes

Maya Graf, Conseillère aux Etats

Kathrin Bertschy, Conseillère nationale



LE VOTE DES FEMMES

Les chiffres importants

84 FEMMES

PRENDRONT DES DÉCISIONS AU SEIN DU CONSEIL NATIONAL À PARTIR DE 2019.

C'est 20 de plus qu'il y a quatre ans et plus que jamais auparavant !

378 VOIX

EN MOYENNE ONT ÉTÉ OBTENUES EN PLUS PAR DE NOUVELLES FEMMES PAR RAPPORT AUX HOMMES LORS DES ÉLECTIONS NATIONALES

C'est ce que le politologue Fabrizio Gilardi et son équipe ont calculé. C'est la première fois dans l'histoire de cette démocratie vieille de près de 50 ans que plus de nouvelles femmes ont été élues que de nouveaux hommes.

(www.defacto.expert/2019/10/23/die-frauenwahl-2019/)

10 POUR CENT

D'AUGMENTATION DE FEMMES AU CONSEIL NATIONAL

L'augmentation de la proportion de femmes au Conseil national en 2019 se situe autour de 10 pour cent. Elle atteint désormais les 42 %.

500'000

PERSONNES ONT PARTICIPÉ À LA GRÈVE DES FEMMES LE 14 JUIN 2019

Le 14 juin 2019, 500 000 personnes ont exprimé leur mécontentement face aux structures de pouvoir patriarcales et ont exigé la mise en œuvre effective de l'égalité. C'est la plus grande grève en 100 ans.

1'873 FEMMES

SE SONT PORTÉES CANDIDATES AUX ÉLECTIONS DE 2019

C'est 43 % de plus qu'en 2015 et plus que jamais auparavant. Plus de 500 femmes ont suivi l'appel du mouvement non partisan "Helvetia appelle !" et se sont présentées aux élections nationales. Nous en sommes très fières - le journal SonntagsZeitung a même nommé les femmes d'"Helvetia appelle !" les femmes suisses de l'année !

ACTIVITÉS 2019

I) En route vers une congé parental égal : deux semaines de congé de paternité

En automne 2020, les électeurs et électrices se prononceront sur la mise en œuvre du congé paternité de deux semaines décidé par l'Assemblée fédérale ou sur le fait de savoir si la Suisse restera le seul pays d'Europe à ne pas avoir de congé de paternité ou de congé parental. Les représentants de l'UDC et les Jeunes Libéraux-Radicaux ont déposé un référendum contre ce congé paternité, c'est pourquoi un vote aura lieu. (www.vaterschaftsurlaub.ch/initiative)

Comment en est-on arrivé là ? En mai 2016, alliance F, en collaboration avec les organisations faîtières Travail.Suisse, männer.ch et Pro Familia Suisse, a lancé l'initiative populaire "Congé de paternité maintenant !" Notre argumentation pour les quatre semaines de congé de paternité que nous demandons est simple et convaincante : les deux parents devraient avoir les mêmes possibilités de s'occuper de leur famille après la naissance. Et les mères ne devraient plus avoir à subir le risque professionnel de fonder une famille - ce qui est toujours le cas aujourd'hui, et cela les désavantage massivement sur le marché du travail.

En septembre 2019, l'initiative a finalement été discutée au Conseil national et au Conseil des États, et la contre-proposition de deux

semaines a obtenu la majorité. Le comité d'initiative a alors retiré l'initiative.



Vaterschaftsurlaub jetzt!

Une enquête représentative le montre : En Suisse, près de 85 % des personnes souhaitent un congé de paternité rémunéré. Pour en savoir plus sur le congé de paternité, consultez le site : www.vaterschaftsurlaub.ch.

II) Nouvelle étude scientifique : l'imposition des personnes physiques

L'économie suisse dispose d'un important potentiel de main-d'œuvre inexploitée. La plupart sont des femmes bien qualifiées qui, par faute d'incitations pour les seconds revenus dans les familles, travaillent moins qu'elles ne le voudraient ou ne le peuvent, ou abandonnent tout simplement leur travail. L'une des principales causes de ce phénomène est le système d'imposition commune des couples mariés, qui a pour effet de dissuader les seconds revenus - c'est la conclusion à laquelle les économistes sont parvenus depuis des années et ceux-ci conseillent à la Suisse d'imposer de manière individuelle.

En 2018, le Conseil fédéral a présenté une révision fiscale qui, après plusieurs décennies, devrait mettre un terme aux débats et discussions sur la " pénalisation du mariage ". Malheureusement, elle ne prévoyait pas l'élimination des obstacles à ce second revenu.

Tant le modèle fiscal actuel que celui du Conseil fédéral ont un effet dissuasif sur le plus faible des deux revenus d'un couple - bien souvent celui des femmes - car le haut degré de progression et l'évaluation conjointe rendent la poursuite d'une carrière peu rentable. C'est un modèle fiscal qui remonte aux années d'après-guerre, lorsque les femmes abandonnaient leur emploi lorsqu'elles se mariaient. Il n'est pas adapté au présent et à l'avenir ; il est en contradiction avec l'égalité des femmes et des hommes.

En collaboration avec la Fondation Müller-Möhl, alliance F a mandaté une étude coûts-avantages et en a présenté les résultats aux médias le 23 avril 2019, en collaboration avec la plateforme Employés suisses et Avenir Suisse :

Les résultats des économistes d'Eco-plan montrent qu'une imposition individuelle présente un bien meilleur rapport coût-bénéfice économique que la version du Conseil fédéral. Elle supprimerait non seulement la "pénalité de mariage" mais aussi toute "pénalité d'état civil" dans le système fiscal, éliminerait les obstacles au travail et inciterait jusqu'à 60 000 employés supplémentaires en équivalent temps plein à entrer sur le marché du travail (https://www.ecoplan.ch/download/aib_sb_d e.pdf). 80 % des personnes qui souhaitent étendre ou reprendre leur activité professionnelle sont des femmes formées, âgées de 25 à 55 ans. Ce serait sans aucun doute un gain pour le marché du travail et pour la réalisation de l'égalité et donc une opportunité que nous devrions absolument saisir : Il est temps que nous disposions d'un système fiscal moderne.

Grâce notamment au travail politique d'alliance F, le Conseil des États et le Conseil

national ont réussi à renvoyer, lors de la session d'automne et d'hiver 2019, la proposition inadaptée du Conseil fédéral - avec pour mission de soumettre une imposition individuelle. Nous attendons avec impatience leur proposition et nous continuerons à la suivre avec nos connaissances et nos exigences.

III) Plus de femmes et de meilleures qualifications pour les conseils d'administration et la direction des entreprises : Révision du droit des sociétés

Dans la semaine qui a suivi la Grève des femmes du 14 juin 2019, le Conseil des États a dû apporter les premières preuves qu'il prenait au sérieux l'appel des femmes lors la révision du droit des sociétés : Pour montrer qu'il soutient une représentation égale des sexes dans l'économie - le projet de loi visait la direction et les conseils d'administration des sociétés cotées en bourse. De telles mesures étaient (et sont toujours) nécessaires de toute urgence : en 2019, 91 sur 100 membres de direction générale et 79 sur 100 membres du conseil d'administration étaient des hommes. Ces proportions entre hommes et femmes n'ont rien à voir avec les qualifications, au contraire : ce sont les stéréotypes, les préjugés (inconscients) et les structures de travail sexistes qui conduisent à des comités à forte prédominance masculine.

Et malheureusement, l'engagement volontaire a également échoué ici, c'est pourquoi des règles sont nécessaires: Le Conseil fédéral a proposé des seuils pour la représentation des sexes - au moins 20% des conseils de direction des sociétés cotées en bourse devraient être composés de femmes et au moins 30% des membres des conseils d'administration.

Les entreprises qui n'atteignent pas ces objectifs devront à l'avenir expliquer pourquoi elles ne les atteignent pas (se conformer ou expliquer). Il n'y aurait pas de sanctions. À titre de comparaison : En Italie, les sociétés sont menacées d'une amende d'un million d'euros, en Allemagne, les sièges des conseils d'administration restent vacants, en Norvège, la cotation en bourse est retirée - tous ces pays ont des quotas fixes tous ces pays et ont renoncé aux objectifs non contraignants.

De nombreuses femmes d'alliance F ont travaillé dur en coulisses pour rendre possibles ce progrès considérable. Bien qu'il s'agisse d'un petit pas, il est important. Et après que le Conseil national ait voté en faveur de cette réglementation en été 2018 avec une différence d'une voix (95:94 !) et que le projet de loi était encore sur le point d'être édulcoré au sein de la Commission du Conseil des Etats, le Conseil des Etats a corrigé sa position au dernier moment et a accepté le projet de loi - grâce au travail politique du Parlement fédéral et à la pression populaire. À l'avenir, les sociétés cotées en bourse devront au moins s'expliquer si elles sont gérées par des comités purement masculins. Nous sommes impatientes d'en savoir plus à ce sujet...



19 juin 2019 : Le Conseil des Etats adhère aux seuils pour la parité des sexes pour les sociétés suisses cotées en bourse. La proposition majoritaire de la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats visant à supprimer les valeurs cibles de genre dans les conseils d'administration a été rejetée par 27:13 votes. Un petit pas, mais un pas important !

IV) Initiative pour des soins solides

Le 29 novembre 2017, l'Association professionnelle suisse des infirmières et infirmiers (ASI) a présenté l'initiative pour des soins infirmiers forts. L'ASI est l'une des plus grandes organisations membres d'alliance F, qui a soutenu l'initiative des soins infirmiers dès le début. Depuis des années, moins de la moitié de la demande d'infirmières et infirmiers est formée. Et près de la moitié des soignants abandonnent leur profession. D'ici 2030, nous manquerons de 65 000 infirmières et infirmiers. La profession, qui est encore largement exercée par des femmes, doit être modernisée de toute urgence. Lors des débats parlementaires, la Commission de la sécurité sociale et de la santé du Conseil national a réussi à élaborer une proposition indirecte pratique pour une initiative de soins, que le Conseil national a également adoptée au printemps 2020. La contre-proposition propose des améliorations substantielles : La promotion d'une meilleure formation ainsi que d'une formation continue des soignant.e.s, une meilleure reconnaissance de leurs compétences, une plus grande autonomie pour certains services de soins. Malheureusement, elle prévoit pas de meilleures conditions de travail - c'est pourquoi l'ASI a raison d'appeler à des améliorations ici. La pertinence systémique d'un personnel infirmier suffisamment bien formé et rémunéré est illustrée par la gestion actuelle de la situation de crise du Corona. Le personnel infirmier reçoit à juste titre de nombreux remerciements et éloges. Mais cela ne suffit pas. Le Conseil des États doit maintenant adopter le plus rapidement possible la contre-proposition sur l'initiative des soins infirmiers afin que les mesures puissent être mises en œuvre.

CAMPAGNES

I) Helvetia appelle!

Helvetia a appelé et elle a été entendue - 2019 est devenue l'année des élections féminines ! Le Conseil national compte désormais 84 femmes (contre 64 auparavant) ; pour la première fois dans l'histoire, plus de nouvelles femmes ont été élues que de nouveaux hommes. La proportion de femmes a été portée à un niveau record de 42%. L'amélioration de la démocratie est également visible au Conseil des États, où douze femmes (contre six auparavant) sont désormais représentées, soit un quart du Conseil ; c'est une joie, même s'il faudra encore du temps avant que les femmes et les hommes prennent des décisions politiques en nombre égal au Conseil des États.

Le succès des femmes aux élections de 2019 au niveau bipartite était initialement tout sauf prévisible - les pronostics étaient très mauvais, car de nombreuses femmes membres des conseils nationaux et des conseils des états avaient annoncé leur démission pour la nouvelle législature. Nous le savons, il faudrait une véritable catastrophe pour mettre fin à cette situation. Plus il y a de femmes qui se présentent aux élections et plus elles obtiennent de bons classements sur les listes, plus il y a de femmes élues - les recherches le montrent nettement. Un an avant les élections fédérales, le 27 septembre 2018, la Co-Présidente d'alliance F, Kathrin Bertschy et Flavia Kleiner, la Co-Présidente

d'Operation Libero ont lancé la campagne non partisane "Helvetia appelle !" Helvetia, l'icône de la Confédération suisse, a exprimé son inquiétude quant à la qualité de la démocratie, car une démocratie n'est bonne que dans la mesure où elle représente réellement son peuple.

Grâce à la première femme Conseillère fédérale de Suisse, Elisabeth Kopp, à la présentatrice Gülsha Adilji, à la Capitaine Sarah Brunner, à la journaliste économique Patrizia Laeri, à de nombreuses autres personnalités et à 300 femmes, la réputation d'Helvetia s'est étendue à tout le pays. Les responsables du projet - des femmes Conseillères nationales de tous les partis représentés au Parlement fédéral - ont transmis la réputation d'Helvetia à leur parti. Ensemble, elles ont incité les femmes à se présenter aux élections, déclenchant ainsi un véritable passage du mouvement des femmes à la politique. Cela a été un succès et nous en sommes très fières - le Sonntags-Zeitung a même élu les femmes d'Helvetia appelle ! femmes suisses de l'année !

Plus de 500 femmes ont répondu à l'appel, se présentant aux élections du Conseil national et faisant campagne pour obtenir de bonnes places sur les listes pour leurs collègues féminines.

Avec une équipe formidable, nous avons soutenu les femmes en leur donnant des conseils et des astuces afin de leur montrer comment se préparer à un mandat politique : Le 4 mars, plus d'une centaine de candidates ont échangé avec des conseillères sur leur campagne électorale, la pratique des performances et des compétences médiatiques, la collecte de fonds et l'utilisation des réseaux sociaux dans la campagne électorale.

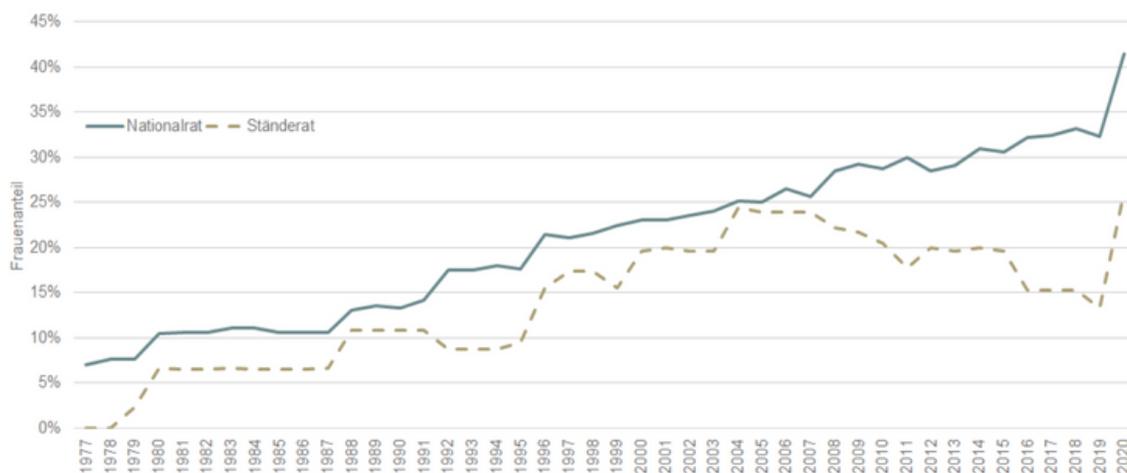
Au sein des partis, les responsables du projet ont travaillé pour s'assurer que les listes électorales des partis accordent aux femmes des positions de liste leur donnant des chances égales d'être élues. Les sections cantonales ont été informées des demandes d'Helvetia et nous les avons encouragées à concourir pour les listes les plus équilibrées. Un rapport public a permis de faire la lumière sur la situation : l'analyse des 168 listes principales examinées a montré les différentes chances selon les sections des partis.

Bien que les chances des femmes d'être élues soient encore loin d'être égales à celles des hommes dans toutes les sections du parti, elles n'ont jamais été aussi bonnes qu'aux élections de 2019, et cette dynamique transparait déjà avant le jour du scrutin. Et le jour même des élections, non seulement les femmes ont fêté l'événement, mais les partis qui avaient écouté l'appel d'Helvetia ont pu se réjouir.

Et c'est ainsi que cela devrait rester à l'avenir. L'appel Helvetia résonnera également bientôt dans les cantons - où des élections régionales sont prévues et où il reste beaucoup à faire pour que les femmes et les hommes prennent à l'avenir des décisions politiques sur un véritable pied d'égalité.

ENTWICKLUNG DES FRAUENANTEILS (1977–2020)

Entwicklung des Frauenanteils im Nationalrat und im Ständerat jeweils am 01.01. des entsprechenden Jahres.



De 64 à 84 sièges au Conseil national et de six à douze au Conseil des États : ensemble, nous avons réussi à améliorer sensiblement la proportion de femmes au Parlement. C'est ainsi que cela doit continuer ! Source : <https://www.parlament.ch/de/%C3%BCber-das-parlament/fakten-und-zahlen/zahlen-ratsmitglieder>.



Helvetia ruft: Die neue Bewegung der Frauen in die Politik

Bieler Tagblatt | Montag, 21.10.2019

11

Eidgenössische Wahlen 2019

Helvetia hat gerufen – und gewonnen

Frauenwahl In beiden Parlamentskammern haben die Frauen deutlich stärker zugelegt als erwartet. Dennoch sind sie noch ein gutes Stück von ihrem Ziel entfernt: Sie wollen die Hälfte der Macht.

Janine Hosp

Als sich im Bundeshaus die Lichtkegel von Kameras auf sie zu richten begannen und von oben pelzige Mikrofone zwischen ihre Köpfe schwebten, da musste ihnen klar geworden sein, dass es ein guter Tag für sie werden wird. Dass er aber so gut wird, das hätten die Initiantinnen von «Helvetia ruft!», Kathrin Bertschy, GLP-Nationalrätin, und Flavia Kleiner, Co-Präsidentin der Operation Libero, nicht zu denken gewagt.

Bei Redaktionsschluss ging Jessica Zuber, Projektleiterin von «Helvetia ruft!», aufgrund ihrer Berechnungen davon aus, dass der Frauenanteil im Nationalrat von 33 auf 41 Prozent steigt, womit 81 seiner 200 Mitglieder weiblich wären. Zu diesem Zeitpunkt waren nur die Kantone Waadt und Valais noch nicht ausgerechnet. Im Ständerat, wo noch zweite Wahlgänge anstehen, liegt ein Anteil von 24 Prozent im Bereich des Möglichen.

Innerschweiz schiebt Frauen Damit nicht genug: Die Frauen haben auch zwei Männerbastionen in der Innerschweiz gesprengt: Die Kantone Zug und Obwalden, die noch nie in ihrer Geschichte eine Frau nach Bern geschickt hatten, haben ihre Frau Landammann Manuela Weichelt-Picard und die SVP-Parteipräsidentin Monika Rüeegg-Hürschler in den Nationalrat gewählt. Zudem kommt der Kanton Uri mit CVP-Regierungsrätin Heidi Z'Graggen erstmals zu einer Ständerätin. Aber noch immer bleiben zwei Kantone, die



Die Köpfer hinter dem Projekt «Helvetia ruft!»: Jessica Zuber, Kathrin Bertschy und Flavia Kleiner (von links). ADRIAN MOGER

vom Berner Käfigturm in die Schweiz hinaus: «Ein hervorragendes Resultat bringt Eva Herzog ins «Stöckli. Wir gratulieren herzlich!»

kündigt, nicht wieder anzutreten, und es war nicht absehbar, dass an ihrer Stelle Frauen nachrücken würden. Dabei war ihr Anteil bisher tief:

Was die guten Nachrichten befördert, ist auch die Bewegung nach links: Die Wählerinnen und Wähler geben dieses Jahr

vermehrte grünen Parteien den Vorzug, und bei diesen kandidieren mehr Frauen. «Die SVP würde weniger Sitze verlieren,

wenn sie mehr Frauen aufgestellt hätte», sagen die Frauen ungerührt.

Aber wenn man wie etwa die Zürcher SVP nur einen Frauenanteil von 26 Prozent aufweist, dann müsse man sich nicht wundern. Vorbei sind die Zeiten, in denen Frauen von den Wahllisten gestrichen werden.

Die Frauen haben aber auch Verluste zu beklagen. BDP-Fraktionschefin Rosmarie Quadranti wurde abgewählt. Sie, die sich ebenfalls bei «Helvetia ruft!» engagierte. Minus eine.

Was wird sich nun ändern? Die Schweizer Demokratie werde qualitativ besser, weil das Parlament die Bevölkerung besser repräsentiere, sagt Flavia Kleiner. «Ein Basler will sich auch nicht von einem Zürcher vertreten lassen.» Weil sie nicht dieselben Interessen haben.

Es mache einen Unterschied, ob mehr Frauen oder Männer im Parlament sitzen würden, sagt Kathrin Bertschy. Auch bei sogenannten frauenfreundlichen Parteien wie der SP. «Zwar unterstützen die Sozialdemokraten die Anliegen für die Frauen. Aber es sind Frauen, die diese eingebracht haben.»

Noch 16 Jahre

Was «Helvetia ruft!» letztlich gebracht hat, wollen sie anderen zur Beurteilung überlassen. «Sicher kann man aber sagen, dass «Helvetia ruft!» mobilisiert und so mancher Frau einen Schub gegeben hat, für einen vorderen Listenplatz zu kämpfen», sagt Kathrin Bertschy.

Aber selbst, wenn es in diesem Tempo weitergeht und die

II) Stop Hate Speech

" Pute, grosse vache, imbécile ", "Stupide comme une truie, la vieille femme - là, le poing s'agite ", " Je ne frappe pas les femmes, mais avec toi, je ferais bien une exception " : Avant qu'alliance F ne lance le projet " Stop Hate Speech ", peu de choses étaient faites contre ce genre de commentaires haineux et souvent sexistes sur Internet. Pendant longtemps, le credo " don't feed the troll " a été valable et les femmes étaient encouragées à laisser passer ces commentaires. Nous pensons cependant que le fait de laisser ces commentaires haineux en ligne sans réaction pendant des semaines, des mois, voire des années, donne aux jeunes lecteurs et lectrices l'impression que la violence verbale est légitime dans le monde soi-disant anonyme d'Internet et que de telles déclarations sont susceptibles d'être l'opinion majoritaire.

Sophie Achermann et Kathrin Bertschy, les co-responsables du projet, Morgane Bonvallat et Sasha Rosenstein, les community managers de Suisse alémanique et romande, Andrea Kleger, CTO du projet, et l'analyste de données Bruno Wüst ont été intensivement impliqués en 2019 dans le développement d'un algorithme numérique pour détecter et traiter les discours de haine sur les plateformes médiatiques et sur les réseaux sociaux. Ils y sont parvenus : L'algorithme, appelé "Bot Dog" (en référence à un chien renifleur) va bientôt parcourir l'immensité de la toile. Il ne le fera pas seul ; une communauté de bénévoles évaluera des commentaires pour Bot Dog, ce qui permettra de le sensibiliser et de lui apprendre à reconnaître le discours de haine.

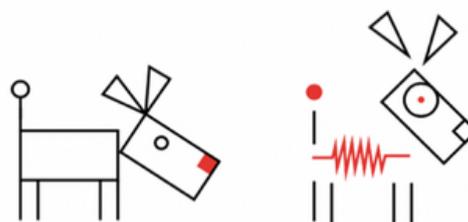
Si un commentaire détecté est réellement haineux, la communauté interviendra dans les discussions - avec des contre-arguments ciblés, appelés "contre-discours".

Outre notre travail sur la présentation (en ligne et hors ligne) et l'algorithme, nous avons eu le plaisir de rencontrer notre communauté à plusieurs reprises en 2019.

Le Berner Zeitung BZ a rendu compte de l'une des réunions communautaires, le 9 novembre 2019 et a posé la question suivante : "L'Internet est-il destiné à l'ensemble de la société ou seulement aux trois pour cent haineux ?

(https://stophatespeech.ch/assets/articles/BZ_stop_hate_speech_2019_11_09.pdf).

Comme l'a prouvé une fois de plus l'événement très fréquenté (malgré la tempête) du 10 février 2020 au centre culturel zurichois "Kosmos" - l'événement a d'ailleurs été filmé et peut être consulté sur Facebook - nous ne sommes pas les seuls à dire : Nous avons besoin de discussions difficiles mais objectives et sans discrimination. Pour que ces discussions restent respectueuses : Cherche, Bot Dog !



Bot Dog : une fois en train de chercher (à gauche) et une fois après avoir été confronté à un commentaire haineux (à droite).

III) sheknows

En 2019, nous avons encore reçu de nombreuses invitations à des panels dits "masculins". Les femmes ont beaucoup moins leur mot à dire dans le discours public - même les émissions masculines avec une ou aucune femme ne sont malheureusement pas rares. Lorsqu'on pose la question, la réponse se résume souvent à : "Nous aimerions aussi inviter des femmes, mais nous n'en avons pas trouvé !" Nous voulions enterrer ce mythe une fois pour toutes en 2019 - car nous savons tous qu'il existe en Suisse d'innombrables expertes bien informées. A la veille de la grève des femmes, la plateforme sheknows.ch a donc été lancée.



Les expertes qui sont prêtes à renseigner les médias, qui sont disponibles pour les panels et qui souhaitent partager leurs connaissances avec le public, s'inscrivent sur le site web - et peuvent ainsi être trouvées plus facilement par les médias et responsables de tables rondes. Après quelques heures, des centaines de femmes s'étaient déjà inscrites; la revendication parle d'elle-même!

ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉ.E.S

du 5 avril 2019 à Berne

La 119e assemblée des délégué.e.s et des membres a eu lieu le 5 avril 2019 à Progr Bern. Les 90 membres ont accueilli l'historienne bernoise, le Dr Fabienne Amlinger, auteure du livre très recommandé "Frauen im Vorzimmer der Macht - Die Frauenorganisationen der SPS, FDP und CVP (1971-1995)". Elle nous a démontré la répartition encore inégale du pouvoir entre les sexes et s'est penchée sur l'histoire de la Suisse des cent dernières années durant lesquelles la politique suisse a été faite par et pour les hommes. Beaucoup de choses ont été réalisées entre-temps, avec courage et persévérance, mais aujourd'hui encore, la Suisse est loin d'avoir une représentation adéquate des femmes dans les organes politiques. Il reste beaucoup à faire. Mais nos mains ne sont pas liées! Dans l'esprit d'"Helvetia appelle", Fabienne Amlinger a appelé les membres à se rendre aux urnes en automne, à se présenter aux élections et à faire pression sur les partis. Parce que l'engagement apporte toujours un changement!

Les organisations suivantes ont été accueillies comme nouveaux membres : "Die Diplomatinen des EDA - DIP", "SWAN - Réseau audiovisuel féminin suisse", "PVE Femmes Suisse", "Réseau Femmes* Vertes", "Soroptimist", "Career Women's Forum (CWF)", "BPW Club Bern" et "GetDiversity". Nous nous réjouissons de travailler ensemble !

Marianne Breu (présidente du Centre des femmes de Zurich) et Aurélie Friedli (CLAFG) ont été nouvellement élues au conseil d'administration. Nous les félicitons et leur souhaitons beaucoup de plaisir dans leur nouvelle fonction.



Adieu du conseil d'administration : Les membres ont remercié l'ancienne Conseillère nationale Barbara Schmid-Federer pour son précieux travail au sein et en dehors du Parlement pour alliance F et lui ont souhaité beaucoup de succès dans sa future activité en tant que présidente de "Pro Juventute".

Sur la photo : Helen Isler, Marianne Breu (nouvelle), Kathrin Bertschy, Vivian Fankhauser-Feitknecht, Hedi Luck, Andrea Gisler et Maya Graf (Aurélie Friedli (nouvelle), Elisabetta Crolle, Manuela Kocher, manquantes).

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTES

du 11 novembre 2019 à Berne

La conférence des présidentes a eu lieu le 11 novembre 2019 au Bernerhof. Les 80 présidentes et directrices des organisations membres présents ont planifié ensemble l'année politique 2020. Elles ont la chance d'accueillir la Conseillère fédérale Viola Amherd, qui est la première chef de département du DDPS à faire un travail remarquable et inspirant et qui nous a expliqué avec humour ses différents succès pour plus d'égalité et une meilleure qualité dans les forces armées. Elle nous a également donné un aperçu passionnant de ses activités. Merci beaucoup, Madame la Conseillère fédérale, continuez votre bon travail !



Sur la photo : la Conseillère fédérale Viola Amherd, Brigitte Hauser-Süess, Conseillère de la Cheffe de département, avec les co-Présidentes, les membres du conseil d'administration d'alliance F et les présidentes et directrices des organisations membres

CERCLE DES DONATRICES

créer un impact

L'année dernière, en 2019, alliance F a fondé le "Cercle des Donatrices". Une centaine de femmes dans les domaines de l'économie, de la société, de la politique et de la recherche ont déjà décidé d'être membres du "Cercle" et de contribuer aux activités d'alliance F en versant une contribution annuelle d'au moins 500 francs suisses. En contrepartie du précieux soutien financier apporté aux projets d'alliance F, nous invitons les donatrices une fois par an à un événement exclusif.

Pour célébrer la fondation du "Cercle des Donatrices", l'événement a eu lieu le 5 décembre 2019 à la Galerie des Alpes du Palais fédéral - avec Cloé Jans, politologue de l'heure, et la capitaine Sarah Brunner pour un podium passionnant. L'événement était animé par Patricia Laeri, journaliste économique primée à la SRF. Nous tenons à les remercier, ainsi que les nombreuses donatrices, pour leur engagement et leur précieux soutien !



Aperçus de la Galerie des Alpes. Si vous souhaitez devenir membre du "Cercle des Donatrices", veuillez contacter Sophie Achermann (sophie.achermann@alliancef.ch).

COMPTES ANNUELS 2019

Erfolgsrechnung 2019

alliance F

in CHF

| Bezeichnung | Saldo |
|-----------------------------------|---------------------|
| VEREINSERTRAG | |
| Einnahmen Verein | |
| Mitgliederbeiträge Einzelpersonen | 26'530.00 |
| Mitgliederbeiträge Organisationen | 46'523.85 |
| Gönnerbeitrag, Spenden | 4'487.39 |
| Spender Dritter | 40'104.46 |
| Aufwand Delegiertenversammlung | -4'556.40 |
| Aufwand Präsidentinnenkonferenz | -1'647.15 |
| Total Einnahmen Verein | 111'442.15 |
| Ertrag Projekte | 499'217.30 |
| Aufwand Projekte | -412'929.95 |
| Total Projekte | 86'287.35 |
| Total VEREINSERTRAG | 197'729.50 |
| | |
| PERSONALAUFWAND | |
| Total Personalaufwand | 129'947.20 |
| | |
| AUFWAND VERWALTUNG | |
| Raumaufwand | 23'000.45 |
| Fahrzeug- / Transportaufwand | 5'307.80 |
| Sachversicherungen | 655.10 |
| Büro und Informatikaufwand | 30'291.16 |
| Werbeaufwand | 20'015.24 |
| Finanzerfolg | -4'822.81 |
| Abschreibungen | 1'034.90 |
| Total AUFWAND VERWALTUNG | 75'481.84 |
| | |
| A.O. ERFOLG, STEUERN | |
| Ausserordentlicher Aufwand | 6'000.00 |
| Steuern | 0.00 |
| Total A.O. ERFOLG, STEUERN | 6'000.00 |
| Jahresverlust | 13699.54 |

Bilanz per 31.12.2019

alliance F

in CHF

| Bezeichnung | Saldo |
|---------------------------------------|--------------------|
| AKTIVEN | |
| Umlaufvermögen | |
| Flüssige Mittel und Wertschriften | 408'612.20 |
| Andere kurzfristige Forderungen | 1'026.54 |
| Aktive Rechnungsabgrenzung | 1'460.00 |
| Total Umlaufvermögen | 411'098.74 |
| Anlagevermögen | |
| Finanzanlagen | 127'752.83 |
| Mobile Sachanlagen | 0.00 |
| Total Anlagevermögen | 127'752.83 |
| Total AKTIVEN | 538'851.57 |
| PASSIVEN | |
| Fremdkapital kurzfristig | |
| Kurzfr. Finanzverbindlichkeiten | -428'300.00 |
| Passive Rechnungsabgrenzung | -36'948.60 |
| Total Fremdkapital kurzfristig | -465'248.60 |
| Fremdkapital langfristig | |
| Rückstellungen langfristig | -6'000.00 |
| Total Fremdkapital langfristig | -60'000.00 |
| Eigenkapital | |
| Vereinskapital | -81'302.51 |
| Jahresverlust | 13'699.54 |
| Total Eigenkapital | -67'602.97 |
| Total PASSIVEN | -532'851.57 |

Bericht der Revisionsstelle

Als gewählte Revisorinnen haben wir die Jahresrechnung (Bilanz und Erfolgsrechnung) des Vereins **alliance F** Bund Schweizerischer Frauenorganisationen für das am 31. Dezember 2019 abgeschlossene Geschäftsjahr geprüft.

Für die Jahresrechnung ist der Vorstand verantwortlich, während unsere Aufgabe darin besteht, diese zu prüfen.

Unsere Revision wurde so geplant und durchgeführt, dass wesentliche Fehlaussagen in der Jahresrechnung erkannt werden. Sie umfasste hauptsächlich Befragung und analytische Prüfungshandlungen sowie den Umständen angemessene Detailprüfungen der beim geprüften Verein vorhandenen Unterlagen. Dagegen sind Prüfungen der betrieblichen Abläufe und des internen Kontrollsystems sowie Befragungen und weitere Prüfungshandlungen zur Aufdeckung deliktischer Handlungen oder anderen Gesetzesverstösse nicht Bestandteil dieser Revision.

Bei unserer Revision sind wir nicht auf Sachverhalte gestossen, aus denen wir schliessen müssten, dass die Jahresrechnung nicht Gesetz und Statuten entspricht.

Aufgrund der Ergebnisse unserer Prüfung empfehlen wir, die vorliegende Jahresrechnung zu genehmigen.

Wetzikon / Walchwil, 30. März 2020

Die Revisorinnen



Silvia Marti
Buchhalterin mit eidg. Fachausweis, MAS ECI



lic. iur. Susanne Pälme
Rechtsanwältin LL.M., MAS ECI, CFE

Kathrin Bertschy / Co-présidente exécutive, Conseillère nationale Vert'libéraux

Maya Graf / Co-Présidente, Conseillère nationale Verts

Helen Issler / Membre de la Commission fédérale du travail

Andrea Gisler / Membre de la Commission fédérale pour les questions féminines

Vivian Fankhauser-Feitknecht / Membre de la Commission fédérale des pensions
professionnelles

Hedi Luck-Fasciati / Réseau Tessin

Manuela Kocher / Association professionnelle suisse des infirmières et infirmiers CSP

Elisabetta Crolle / Représente le Career Women Forum

Marianne Breu / Présidente du Frauenzentrale de Zurich

Aurélie Friedli / Membre du conseil d'administration de CLAFG



Sophie Achermann / directrice générale, cheffe du projet Stop Hate Speech

Jessica Zuber / directrice de la campagne Helvetia appelle!, communication

Yanick Steiner / collaborateur

Saralena Rolli / collaboratrice

Sasha Rosenstein / collaborateur Stop Hate Speech

Morganne Bonvallat / collaboratrice Stop Hate Speech



Fin 2019, alliance F compte une centaine d'associations membres et environ 500 membres individuels. alliance F a pu s'agrandir de huit associations membres en 2019 et représentera les intérêts de plusieurs centaines de milliers de femmes en Suisse pour l'année à venir.

Centres de Liaison des Associations Féminines

Frauenzentrale Aargau

Frauenzentrale Appenzell Ausserrhoden

Frauenzentrale Bern

Frauenplus Baselland

Frauenzentrale Graubünden

Frauenzentrale Glarus

Frauenzentrale Luzern

Frauenzentrale Solothurn

Frauenzentrale St. Gallen

Frauenzentrale Thurgau

Frauenzentrale Winterthur

Frauenzentrale Zug

Zürcher Frauenzentrale

Frauenzentrale Schweiz

Centre de Liaison des Associations Féminines Genevoises CLAFG

Centre de Liaison des Associations Féminines Vaudoises CLAFV

Federazione Associazioni Femminili Ticino FAFTPlus

Partis

PDC Femmes Suisses + Zurich

PEV Femmes Suisse

PLR Femmes Canton de Zurich

PLR Femmes Suisses

Vert'Libéraux Réseau Femmes Suisse

Réseau Femmes* Vertes

PS Femmes Suisse

Organisations / Associations

ALECSS - Association de suisse latine des spécialistes en santésexuelle éducation-formation-conseil

BPW Switzerland

BPW Club Bern

BSJF Bund schweiz. Jüdischer Frauenorg.

BVHL - Berufsverband der Haushälterinnen

Career women's forum

Centre de liaison des association féminines genevoises

Centre de liaison des associations féminines vaudoises

COMPAGNA Sektion Zürich

CVP Frauen Schweiz

CVP Frauen Zürich

créatrices.ch

Die Diplomatinen des EDA – DIP

EFZ Evangel. Frauenbund Zürich

Fachfrauen Umwelt - Professionnelles En

Environnement ffu-pee

FAFTPLUS Fed. Assoc. Feminili Ticino

FDP Frauen Kanton Zürich

FDP Frauen Schweiz

FemVision GmbH

Fondation equal-salary

frauenaargau

Gemeinnütziger Frauenverein SG

GFZ Gemeinnützige Frauen ZH

Geschäftsfrau.ch

Globegarden zürich gmbh

GetDiversity

Netzwerk GLP Frauen

HELVETIA ROCKT - betreibt Frauenförderung im Jazz, Pop und Rock.

Israelitischer Frauenverein Zürich

jobsfürmama GmbH

Jüdischer Frauenverein Bern

Jüdischer Frauenverein St.Gallen

Juristinnen Schweiz

LOS Lesbenorganisation Schweiz

Manifestgruppe Grossmütterrevolution

Medical Women Switzerland

NEFU CH - Einfrau-Unternehmung

Pro Single Schweiz (vormals AUF)

SAFFA-Bürgerschaftsgenossenschaft

Schweiz. Berufsverband Pflegefachfrauen - und Männer SBK

Schweiz. Gesellsch. für bildende Künste

Schweiz. Ingenieur- und Architektenverein netzwerk frau und sia

Schweiz. Mode-Gewerbeverband

Schweiz. Verband allein erzieh. Mütter + Väter

Schweiz. Verband der Akademikerinnen

Schweiz. Vereinigung der Ingenieurinnen

Société de Morges

Soroptimist - International Club Basel

SP Frauen Schweiz

Stiftung Elternsein

Stiftung Erforschung Frauenarbeit

SWAN - Swiss Women's Audiovisual Network

TFOS Tibetische Frauen-Org. Schweiz

Verein Beratung pränatale Diagnostik

Verband Frauenunternehmen

Verein Ostschweizerinnen.ch

VIDUA Organisation für Verwitwete

Wirtschaftsfrauen CH

Womenbiz

Wybernet - National

Zonta Club Bern Ursa

Zonta Club Zürich

Zonta Clubs Suisses Union Intercity

Zwangsheirat.ch

Edition

alliance F
Herrengasse 24
3011 Bern
office@alliancef.ch

Photos

Yanick Steiner

Design

Yanick Steiner

Traduction

Morgane Bonvallat
